

Les Alliés occidentaux et les universités allemandes, 1945-1949

Corine Defrance. Préface de Hans-Peter Schwarz. CNRS ÉDITIONS, Paris,
2000

Jean-Jacques Salomon



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/392>
ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 5 novembre 2001
ISBN : 978-2-271-05925-3
ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Jean-Jacques Salomon, « Les Alliés occidentaux et les universités allemandes, 1945-1949 », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 5 | 2001, mis en ligne le 06 mars 2006, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/392>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Comité pour l'histoire du CNRS

Les Alliés occidentaux et les universités allemandes, 1945-1949

Corine Defrance. Préface de Hans-Peter Schwarz. CNRS ÉDITIONS, Paris, 2000

Jean-Jacques Salomon



C'est une histoire passionnante, plutôt méconnue des Français, alors que les Allemands lui ont déjà consacré, pour des raisons évidentes, beaucoup de travaux, que celle des premières années d'après la Seconde Guerre mondiale dans l'Allemagne placée sous l'autorité des gouvernements militaires alliés. L'histoire, en particulier de la renaissance des universités allemandes après la capitulation, et de la politique menée en ce domaine par chacune des puissances d'occupation, a fait l'objet de nombreuses monographies en Allemagne, il lui manquait néanmoins une étude comparative globale. Que ce soit une Française - et avec ce nom - qui se soit attaquée à ce travail de synthèse serait anecdotique si l'auteur n'avait déjà été appréciée, comme le souligne dans sa préface Hans-Peter Schwarz, par les spécialistes de l'Allemagne d'après guerre grâce à son étude de la politique culturelle de la France sur la rive gauche du Rhin pendant les années 1945-1955. C'est en partie dans le cadre du *Seminar für Politische Wissenschaft* animé par ce professeur de l'Université de Bonn qu'elle a mené cette recherche.

- 1 Le résultat est remarquable par la précision du travail d'archives et de l'enquête orale auprès des responsables, tout autant que par la synthèse ainsi offerte sur les avatars des politiques de dénazification menées par les puissances d'occupation. Avatars est bien le mot, car les contradictions n'ont pas manqué pour déboucher sur une cotte bien mal taillée d'épuration : les divisions et les tensions entre occupants occidentaux d'une part, et entre ceux-ci et les Soviétiques d'autre part, mais aussi le poids (ou la résistance) du conservatisme des universitaires allemands plus ou moins blanchis, la résurgence instantanée des tendances nationalistes et militaristes, dès 1947, de la communauté des étudiants, enfin la formation des deux États, République fédérale et République démocratique dans le sillage de la guerre froide, tout semble s'être ligué pour compromettre la rénovation du système universitaire dans le sens d'une réforme et d'une modernisation radicales. Une commission chargée de la « rééducation du peuple allemand » fut constituée au sein de chacune des autorités d'occupation ; le programme des « trois D » : dénazifier, démilitariser et démocratiser était l'objectif commun poursuivi par le Comité allié de l'Éducation du Conseil de contrôle à Berlin. Très vite, Occidentaux et Soviétiques poursuivirent des politiques différentes, et la guerre froide précipita en mars 1948 la mort du Conseil de contrôle.
- 2 La grande majorité des universités allemandes voulaient soit restaurer le système en vigueur sous la République de Weimar soit revenir au modèle humboldtien moyennant quelques adaptations mineures aux exigences nouvelles de la société, alors que les Alliés s'entendaient au moins sur la nécessité d'innovations majeures pour rendre plus démocratiques les structures, le fonctionnement et le recrutement des institutions universitaires. Devait-on confier aux Allemands le soin de rééduquer leurs compatriotes ou les occupants devaient-ils eux-mêmes assumer cette mission ? Chacune des puissances occupantes à l'Ouest oscilla entre ces deux solutions, et chacune suivit irrésistiblement sa propre tradition : centralisme du côté français avec en tête le modèle des grandes Écoles ; décentralisation du côté américain liée à l'héritage fédéraliste ; politique de l'*indirect rule* du côté britannique inspirée par l'expérience de l'empire colonial. Les Anglais adoptèrent l'attitude la plus libérale, se cantonnant à des mesures de surveillance (on sait qu'ils furent les premiers, très tôt, à reconstituer le réseau de la *Kaiser-Wilhelm Gesellschaft* converti en *Max Planck Gesellschaft*). Les Américains évoluèrent entre des mesures de contrôle (n'autorisant, par exemple, les associations d'étudiants qu'à partir de 1948) et une rapide dévolution de responsabilités aux universitaires allemands. Les Français furent les plus autoritaires (au point d'être comparés parfois aux Soviétiques), formulant les consignes les plus strictes en matière d'épuration, de recrutement des enseignants, d'admission et d'organisation de la vie des étudiants, de consultation même des ouvrages universitaires.
- 3 Le défi, faut-il le rappeler, n'était pas aisé à relever : la grande majorité des étudiants avaient été gagnés aux idées nationales socialistes avant même la prise de pouvoir par Hitler, et les universités durant les douze ans de règne nazi avaient été presque entièrement complaisantes ou mises au pas. Très vite d'ailleurs, les corporations et les associations d'anciens à caractère nationaliste se sont reconstituées : en 1949 encore, les trois puissances occidentales d'occupation tombèrent d'accord pour interdire sans exception les associations pratiquant le duel à l'épée, considéré comme un crime, dont Heidegger avait tenu à défendre « les valeurs morales ». Les tensions de la guerre froide, qui favorisa le rapprochement entre les intérêts des Allemands de l'Ouest et ceux des

Alliés occidentaux, ont plus fait pour la démocratisation que les politiques de rééducation.

- 4 L'attitude des Anglais d'abord, puis des Français a été très clairement et délibérément le contraire de ce qu'elle fut au lendemain de la Première Guerre mondiale : refus des humiliations, des réparations et des *boycotts* qui ont conduit aux ressentiments auxquels la République de Weimar n'a pas survécu. En fait, les Alliés avaient réfléchi bien avant la capitulation à la possibilité et à la nécessité de rééduquer les Allemands. Dès 1940, les Britanniques ont organisé des cours à Cambridge consacrés à la reprise en mains de l'administration dans le cadre d'une future occupation! On peut évoquer à cet égard le discours de Churchill après sa rencontre avec Roosevelt à Placentia Bay, recommandant dès le 24 août 1941, donc bien avant Pearl Harbour, de travailler à la restauration de l'Allemagne après la défaite nazie. Je n'exclue pas, pour ma part, que Keynes ait inspiré cette attitude compte tenu des conséquences de la fragilité des décisions politiques du Traité de Versailles qu'il avait dénoncées dans *Les conséquences économiques de la paix*. Ce n'était pas si évident quand on se souvient que, du côté américain, le plan Morgenthau envisageait une Allemagne vouée à n'être plus qu'un pays agricole et n'exerçant qu'un rôle insignifiant dans le monde.
- 5 Ministre de Roosevelt, Hans Morgenthau avait publié en 1945 un livre, *L'Allemagne est notre problème*, où il estimait que, loin d'être un accident, l'Allemagne nazie était le produit d'un siècle de militarisation de la Prusse dont il fallait une bonne fois pour toutes briser le potentiel industriel. C'est pourquoi, dans les débuts de l'occupation par les Alliés, certaines autorités américaines s'opposèrent à la reconstitution tant des universités que du système de recherche allemand. De même, du côté français, un « schéma de réorganisation d'ensemble » du système d'éducation allemand fut proposé par le germaniste Edmond Vermeil à la commission créée par chacun des Alliés pour « rééduquer le peuple allemand » : il y insistait sur la nécessité de contrôler la science allemande et d'appliquer des mesures de rééducation à tous les niveaux du système. Corine Defrance montre bien comment, au sein des autorités françaises d'occupation, il y eut entre les partisans de mesures coercitives et les reconSTRUCTEURS libéraux des débats très analogues à ceux qui divisaient les autorités américaines d'occupation : « Le parallèle s'arrête toutefois là, car E. Vermeil, en tant qu'universitaire et spécialiste de la pensée allemande, s'était interrogé sur les bienfaits et les modalités de la rééducation en elle-même et non comme auxiliaire de desseins politiques supérieurs ». Autrement dit, le plan Morgenthau allait bien au-delà de ce que les propositions d'E. Vermeil pouvaient entraîner ; alors que, pour H. Morgenthau, il importait d'empêcher tout renouveau de la puissance industrielle et donc celui des structures de formation sur lesquelles elle s'était développée, E. Vermeil recommandait néanmoins (sur les conseils du Père Festugière) de contribuer à la renaissance des universités et de reprendre contact avec la science allemande. Ainsi la France a-t-elle été la seule parmi les quatre puissances alliées à créer de nouvelles institutions d'enseignement supérieur dès le début de la période d'occupation : l'université de Mayence (qui avait disparu depuis 1798), une École supérieure d'administration à Spire (sur le modèle de l'ENA), une école d'interprétariat à Gernersheim et à Hombourg, en Sarre, une école de médecine qui fut l'embryon de l'université de Sarrebruck.
- 6 C. Defrance consacre toutes ses analyses aux initiatives politico-administratives des puissances d'occupation, mais l'on peut s'étonner que rien ne soit dit des initiatives semi-publiques sinon individuelles comme celles qui, dans le cadre d'associations telles que

Peuple et Culture, ont réussi à développer très tôt les échanges entre jeunes gens et intellectuels franco-allemands. Et qu'aucune mention ne soit faite du rôle qu'ont joué des émigrés allemands, tels qu'Alfred Grosser et Joseph Rovin, tous deux actifs dans la Résistance et le second déporté à Dachau, qui ont travaillé très tôt du côté français, avec l'appui des autorités militaires de Baden-Baden, à la fois à la démocratisation de la zone française et à la renaissance des échanges et des instituts culturels. à peine de retour de Dachau, J. Rovin a publié dans la revue *Esprit* un article peu conformiste pour l'époque (1^{er} octobre 1945), où il lançait un appel pour que l'opinion publique et les intellectuels se sentent comptables de l'avenir de l'Allemagne au nom même des valeurs qui avaient assuré la victoire des Alliés : « L'épouvantable plaie que l'Allemagne étale maintenant au cœur de l'Europe jugera l'œuvre des nations. L'Allemagne de demain sera la mesure de nos mérites¹ ».

- 7 Il a certes fallu des décennies - et tant la menace soviétique que l'existence à l'Est de « l'autre Allemagne » - pour que, graduellement, la société civile des deux côtés du Rhin favorisât la restauration d'échanges scientifiques normaux, qui furent en fait considérablement renforcés par le développement des institutions européennes dans le domaine politico-économique comme dans le domaine scientifique. La reprise de ces échanges, en effet, eut lieu beaucoup plus tôt avec l'Angleterre et les États-Unis. Mais le bilan des politiques de rééducation menées par les trois Alliés occidentaux demeure plutôt mitigé. Les annexes de ce travail aussi éclairant que minutieux ont l'intérêt de recenser tous les professeurs de chaire dans les différentes facultés de 1945 à 1949, avec une notice sur leur parcours politique : enseignants épurés, non compromis, réhabilités, qui montre combien les mesures de dénazification ont été superficielles, suivant la formule même de C. Defrance. La fondation de la *Freie Universität*, l'Université libre de Berlin, que Britanniques et Français ont considérée avec la même appréhension que celle des universitaires allemands, a cependant été l'exemple d'une innovation majeure soutenue par les Américains. Mais c'est qu'ils entendaient faire front à la mainmise soviétique sur l'ancienne université *Unter den Linden* en manifestant leur solidarité à l'égard des étudiants berlinois. Et malgré les réserves des *Ordinari* en zone occidentale, l'institution prit son essor comme symbole du rempart que l'Université allemande entendait incarner contre le communisme.
- 8 Structures et corps universitaires résistèrent avec un bel ensemble aux efforts de démocratisation et de modernisation, et le retour des universitaires limogés ou qui avaient émigré, mal accueillis au demeurant, pesa fort peu en faveur des réformes souhaitées par les autorités d'occupation - on peut voir dans cette « rage de tradition » une des sources des tumultes de 1968. Un exemple extrême de l'attitude conservatrice est donné par Erich Rothaker, philosophe nazi de l'université de Bonn, suspendu par le gouvernement militaire en janvier 1947, puis réintégré dès le semestre d'hiver 1947-48 et émérite en 1954, qui en était encore, dans un article publié à cette date, à expliquer que la place des jeunes filles n'est pas à l'Université. Toujours obsédé par le *Kulturkampf*, il appartenait du reste à la majorité des professeurs hostiles à la représentation des *non-Ordinari* dans les instances suprêmes de l'université : dans un rapport, il avait proclamé qu'il « faut absolument écarter les médiocres, toujours favorables aux réformes ». C. Defrance souligne que, si elle avait poursuivi son étude jusqu'au milieu des années 1950, elle aurait constaté qu'un certain nombre d'universitaires non plus « provisoirement » mis à l'écart, mais « définitivement » congédiés en 1945-1946, avaient retrouvé par la suite des postes d'*Ordinari* dans des universités allemandes. Il n'empêche que, en dépit

de ces remugles hitlériens, les politiques menées par les Alliés, si contradictoires qu'elles aient été par les méthodes et les arrière-pensées, ont réussi, menace soviétique aidant, à réhabiliter l'Allemagne dans le concert occidental. Si celle-ci est devenue leur partenaire privilégié tant au sein de l'Alliance atlantique que de l'Union européenne, c'est bien parce que, comme l'écrit C. DeFrance, « l'ancrage à l'Ouest devait lui aussi trouver sa traduction à l'Université ».

NOTES

1. Voir *Joseph Rovin, penseur et acteur du dialogue franco-allemand*, F. Harweg édit., Documents-Revue des questions allemandes, Paris, février 1999.

AUTEUR

JEAN-JACQUES SALOMON

Professeur honoraire au CNAM